

*Investissement Canada—Loi*

Monsieur le Président, on reprend encore le débat pour essayer de convaincre nos amis d'en face qu'ils en ont fait assez pour les Américains, qu'ils se sont mis à genoux, qu'ils ont, en fait, tout donné aux Américains ce qu'ils voulaient mais que, en réalité, ils n'ont pas été de très bons négociateurs. Le président Reagan est venu, il leur a certainement fait passer une belle soirée. Ils ont eu le plaisir d'entendre leur chef chanter. Et cela me rappelle un peu pour ceux qui ont lu les notes biographiques écrites par Ian MacDonald, ce journaliste si objectif, qui raconte l'histoire du jeune Brian qui chantait pour le colonel McCormick. Et je suis certain que le député de Champlain (M. Champagne) sera fort intéressé par cela car, dans cela et les deux de pique, il y a une certaine relation. Je dirai au député de Champlain que son chef, au moment où il était plus jeune, quand le grand «boss» des États montait sur la Côte-Nord, que, après une couple de scotch, le colonel McCormick disait au petit Brian: Monte donc sur la table et chante-moi une chanson irlandaise... Et, M. MacDonald nous rapporte que si Brian chantait bien, automatiquement, le colonel McCormick lui donnait une couple de «piasses», probablement des dollars américains. Mais, monsieur le Président, on a assisté, 40 ans plus tard, exactement au même phénomène. La différence cette fois-ci, par exemple, c'est que ce n'est pas le colonel McCormick qui a payé pour, c'est vous et moi! Ce sont tous les Canadiens qui ont payé pour la chanson qui a été faite au président des États-Unis.

Le député de Laval (M. Ricard) qui m'écoute, j'en suis certain, réalise aujourd'hui, après avoir pris ses *Irish coffees* avec ses organisateurs à Québec, après avoir applaudi, que tout cela était de la frime. Il réalise aujourd'hui que, avec ses impôts et ceux de ses électeurs, tout ce qu'ils ont fait, ils se sont payés un bon *party* entre conservateurs, ils ont eu bien du *fun*, mais en dehors de cela le Canada s'est fait avoir, et ils en ont la preuve de jour en jour, de semaine en semaine. Jusqu'à maintenant, s'il y a un député progressiste conservateur qui peut se lever en cette Chambre et me dire ce que, eux, ils ont gagné du gouvernement américain, je les mets au défi de le faire... On a jusqu'à 18 heures, il y a 15 minutes, s'ils ont des exemples de gains que leur chef a faits auprès des Américains...

On sait ce qu'il a donné, à commencer par le fierté de l'indépendance canadienne; on sait ce qu'il a donné, ce projet de loi-là est un exemple patent; on sait que, de plus en plus, il a même mis en danger pour une année supplémentaire notre environnement, et j'espère que les députés qui ont des circonscriptions rurales réalisent ce que cela veut dire chez eux; ceux qui ont des érablières n'ont qu'à examiner un peu dans leur région... le député de Beauce (M. Bernier), dans ces régions-là, sait ce qui se passe. Mais non, ce n'est pas assez grave pour le premier ministre. Veut-il attendre que l'économie de ces régions agricoles soit complètement à terre avant de réagir au problème des pluies acides? Mais non, il a décidé d'engager Bill Davis pour une piastre, et, comme le disait mon chef récemment dans un de ses discours, on est convaincu que une piastre c'est encore trop payé. Parce que si vous regardez ce qui s'est passé depuis cette nomination-là ils ont eu une rencontre de courtoisie. C'est probablement un problème urgent,

et tout ce qu'ils ont réussi à avoir c'est se rencontrer dans un salon «feuille d'érable» dans quelque aéroport pour se donner la main, et il n'y a rien de fait, rien d'avancé.

Au niveau du commerce, et cela nous intéresse tous, monsieur le Président, il y a eu aussi ce genre de comité d'étude. On fait l'annonce à Québec en grandes pompes, cependant, le Gouverneur général était absent, mais on sait que cela était voulu, et, comme le fait remarquer ma collègue, la politesse ce n'est pas une vertu nécessairement... surtout l'humilité n'est pas une vertu du nouveau premier ministre. Ils ont conclu une entente sur le commerce et, à grands renforts de publicité, on nomme le ministre du Commerce international et M. Brock, et c'était officiel, c'était leurs attachés personnels. Qu'est-ce qui arrive? Ils n'avaient même pas eu le temps de cuver leur *Irish coffee* que le président était rendu aux États-Unis, et il dit à Brock: c'était juste pour le show à Québec, tu changes de job. Et on s'est ramassé avec le ministre du Commerce international en train de négocier tout seul. Il n'y avait personne avec lui et c'était supposément le comité de deux qui avaient l'entière confiance des deux—comme vous aimeriez l'entendre—chefs d'État. La réalité, c'est que, encore une fois, c'était de la frime. Donc, on se ramasse avec ce projet de loi qui est vraiment un exemple concret d'aplaventrisme. Il n'y a pas plus «à plat ventre» que cela! Quand on dit que l'on permet aux multinationales américaines de venir ici, de prendre le contrôle de compagnies canadiennes, d'aller jusqu'à les fermer, si elles sont des concurrentes trop féroces, et on va tout simplement regarder le train passer. On est rendu à un point où on dit aux Américains particulièrement: ne vous en faites pas, le pays est à vendre. Et c'est cela que le premier ministre est en train de faire. Pourtant, «supposément» ces grands investissements qui créeraient des dizaines de milliers d'emplois... hier, on a tous été témoins, pour nous qui sommes des Québécois, qui payons nos impôts au Québec, on a été témoins du dépôt du budget du ministre des Finances du Québec qui, lui-même, ne croit pas à votre gamble... lui-même a dit: le taux de chômage au Québec va augmenter l'an prochain. Et cela devrait être inquiétant pour des gens qui nous promettent que ce projet de loi-là va créer des centaines de milliers d'emplois, pour des gens qui ont fait des élections avec le thème «jobs, jobs, jobs», et depuis qu'ils sont au gouvernement, les seules décisions qu'ils ont prises, c'est sur les armes, les armes et encore les armes. Et cela est inquiétant.

Par conséquent, monsieur le Président, j'espère qu'au cours de ce débat-ci nos amis d'en face vont réfléchir sur les conséquences de l'après-sommet, réaliser que c'était bon le «show», que cela a été un beau cadeau pour leurs organisateurs, que tout le monde en a profité aux frais des contribuables, mais que maintenant, l'euphorie de la victoire, c'est fini, qu'il faudrait réaliser qu'administrer, c'est plus qu'un sourire d'occasion, que de gouverner le pays, monsieur le Président... Oui, monsieur le Président, vous me faites remarquer que le temps est malheureusement trop court. J'en aurais tellement long à vous dire, mais je me reprendrai, il y a encore 14 amendements, et j'aurai l'occasion de vous faire partager mes sentiments au cours de l'étude des prochains amendements.